

La Bolivie attend l'approbation du projet de loi sur le recensement et la fin de la grève

Image not found or type unknown

La Havane, 24 nov. (RHC)- Les Boliviens attendent avec un optimisme modéré la séance au cours de laquelle la Chambre des députés débattera aujourd'hui d'un projet de loi sur le recensement de la population et du logement, dans l'espoir que la grève à Santa Cruz prenne fin.

Jerjes Mercado, chef de la Chambre basse, a convoqué les législateurs pour ce jeudi à 18 heures, heure locale.

Il a rappelé que la session plénière aurait dû se tenir lundi, mais que les travaux de la Commission de la Constitution étaient bloqués par les six projets de loi sur le sujet, dont cinq présentés par l'opposition Creemos, du gouverneur de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, et Comunidad Ciudadana (CC), de l'ancien président Carlos Mesa.

Creemos a retiré trois de ces textes et maintenant les propositions de Comunidad Ciudadana, de Creemos et du MAS, le Mouvement vers le Socialisme, majoritaire au Parlement, sont à l'ordre du jour.

Jusqu'à aujourd'hui, l'opposition a tenté de rouvrir le débat sur la date du recensement, en insistant sur 2023.

Cependant, par le biais du décret 4824 et sur la base d'une étude technique, le gouvernement a déjà fixé au 23 mars 2024 la date de l'exercice de recensement et, sur la base de ces données, au mois de septembre de la même année la redistribution des ressources du partage fiscal.

Ces informations seront également soumises au Tribunal suprême électoral en vue de la réattribution des sièges législatifs.

Dans des déclarations à la télévision, Fernando Camacho a exhorté les législateurs de l'opposition à voter en faveur de la proposition de recensement en 2024.

Il a affirmé que la date est de moindre importance car «le facteur déterminant a déjà été consolidé à savoir les ressources, les circonscriptions et l'organisation de la liste électorale»

À ce sujet, le vice-ministre des Autonomies, Alvaro Ruiz, a estimé que " maintenant Santa Cruz sait qui sont les vrais traîtres " et ceux qui ont affecté l'économie, principalement des plus vulnérables, avec le mensonge qu'il était possible de s'inscrire en 2023.

Aux pertes monétaires de plus d'un milliard de dollars en 34 jours de grève s'est ajoutée la violation du droit constitutionnel de millions de citoyens de Santa Cruz au travail et à la libre mobilité.

Il y a également eu des actes de discrimination raciale, quatre décès, des centaines de blessés, une plainte pour viol collectif d'une femme, et la faillite des entreprises de nombreux membres du syndicat, chauffeurs et conducteurs de motos-taxis.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/305932-la-bolivie-attend-lapprobation-du-projet-de-loi-sur-le-recensement-et-la-fin-de-la-greve>



Radio Habana Cuba